



Anne Dehête,
présidente de la FNO



Monsieur le Ministre, le 15 avril, nous nous rencontrons, nous aurez-vous écouté·es, nous aurez- vous proposé des solutions concrètes ?

Il n'est pas aisé d'écrire un édito sur un rendez-vous avec le ministre de la Santé alors que l'on sait que cet édito va paraître après notre rencontre.

Du moins, nous espérons bien que ce rendez-vous tant attendu sera maintenu et qu'aucune excuse n'aura permis de différer cet échange. Car en effet, la situation des orthophonistes est grave et nous espérons que le ministre de la Santé en a bien conscience.

Les orthophonistes ont participé depuis le début de la crise sanitaire à l'effort citoyen demandé à tous et toutes, en particulier aux professionnelles de santé. Nous avons admis et compris les premières urgences de la situation inédite qui se posait en France métropole et dans les départements et régions d'outre-mer. Nous avons collectivement accepté de fermer nos cabinets, d'arrêter nos soins en libéral et en salariat pour laisser aux médecins et infirmier·es les masques, blouses et gants qui manquaient, pour que les premiers malades puissent être correctement soignés, pour que le personnel soignant soit correctement protégé. Nous avons au départ travaillé avec le ministère et ses équipes pour redémarrer au plus vite les soins auprès de nos patients, et nos enfants ont très vite pu être gardés dans les crèches, écoles, collèges, et ce dès le premier confinement. Nous avons collectivement investi le domaine du télésoin, avec ses limites, ses contraintes, sans faire exploser l'enveloppe budgétaire allouée aux soins en orthophonie. Nous avons collectivement choisi de piocher dans nos propres réserves, celles de la

Carpimko, pour soutenir notre baisse de revenus. L'État nous a aussi aidés, l'Assurance maladie a aussi assuré ce soutien aux professionnels, nous ne le nions pas.

Alors, ces échanges de bonnes pratiques auraient pu, auraient dû se poursuivre tout au long de cette année, pour que nous puissions continuer à lutter ensemble contre l'épidémie. Les orthophonistes n'en peuvent plus, et ce pour de multiples raisons : nous ne sommes pas assez nombreux ; le démantèlement de l'hôpital et du médico-social se poursuivent, faisant reposer les soins qui ne peuvent plus y être assurés sur le libéral. De supers structures sont créées, des CPTS, des MSP... demandant encore plus de temps et d'investissement pour y participer... Les rémunérations en libéral et en salariat sont peu attractives, influant plus encore la courbe de notre démographie professionnelle, les orthophonistes désertant non seulement le salariat mais la profession.

Le traitement méprisant du Gouvernement qui ne reconnaît pas le caractère d'urgence de nos soins en refusant de nous faire apparaître sur la liste des professionnels de santé prioritaires pour la garde des enfants, ajoute à ce sentiment de lassitude que beaucoup de professionnels connaissent !

Alors, le 15 avril, la FNO viendra avec des propositions mais aussi avec des revendications !

Et nous demandons, voire exigeons, d'être écouté·es, et d'obtenir des solutions concrètes à nos problèmes qui s'aggravent !